

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 73/00

ÉFAI – 000182 – AMR 43/001/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

NICARAGUA

Vilma Núñez de Escorcía, présidente d'une organisation de défense des droits humains

Londres, le 29 mars 2000

Des ministres nicaraguayens ont accusé la défenseuse des droits humains Vilma Núñez de Escorcía d'avoir entravé le travail de la police, et des journaux et des stations de radio proches du gouvernement ont déclaré que sa mort pourrait être la réponse à apporter aux troubles que connaît le nord-est du Nicaragua. Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité de cette femme, de ses collègues et de leurs proches.

Vilma Núñez de Escorcía est la présidente du *Centro Nicaragüense de Derechos Humanos* (CENIDH, Centre nicaraguayen des droits humains). Cette organisation mène une enquête sur le meurtre de trois hommes, dont l'un a été tué en janvier et les deux autres le 16 mars. Lors de la seconde agression, près de Boaco, à 70 km au nord-est de Managua, la capitale, l'épouse d'un des deux hommes abattus a été grièvement blessée.

Ces trois hommes étaient d'anciens membres d'un groupe armé regroupant d'anciens soldats, le Front uni Andres-Castro (FUAC). Le FUAC avait accepté de désarmer en 1997, en contrepartie de terres et d'aides diverses promises par le gouvernement, mais il semble qu'aucune des deux parties n'ait respecté les termes de l'accord.

Ces derniers jours, des hauts responsables de la Police nationale et du ministère de l'Intérieur ont fait des déclarations publiques dans lesquelles ils accusaient le CENIDH et Vilma Núñez de Escorcía d'avoir entravé « à cinquante pour cent » l'enquête menée par la police sur ces meurtres. Ces déclarations ont été suivies de manifestations ouvertes d'hostilité de la part de journaux et de stations de radio proches du gouvernement, qui ont accusé Vilma Núñez de Escorcía et le CENIDH d'avoir tenté de « troubler la paix sociale », et sont allés jusqu'à suggérer que l'élimination de cette femme pourrait être la solution à l'anarchie qui règne dans le nord du pays.

Ces dernières années, le CENIDH a accompli un travail considérable pour protéger et faire respecter les droits humains au Nicaragua, et ce dans des conditions parfois difficiles.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax (en français, en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous vivement préoccupé par les attaques dont ont fait l'objet Vilma Núñez de Escorcía et le CENIDH ;
- demandez instamment aux autorités du Nicaragua de prendre des mesures pour protéger Vilma Núñez de Escorcía et les autres membres du CENIDH, ainsi que leurs proches ;
- rappelez au gouvernement qu'il est tenu de soutenir l'action menée par les défenseurs des droits humains en matière de protection et de promotion des droits fondamentaux, conformément aux dispositions de la Déclaration du 9 décembre 1998 des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

APPELS À :

Président :

S.E. Arnoldo Alemán
Presidente de la República de Nicaragua
Casa de la Presidencia
Avenida Bolívar y Dupla Sur
Managua, Nicaragua
Tel : 505 2 284 190 / 281 500
Fax : 505 2 287 911 / 282 001

Courrier électronique : presidente@presidencia.gob.ni

Formule d'appel : Sr. Presidente / Monsieur le Président de la République,

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains :

Centro Nicaragüense de Derechos Humanos (CENIDH)
De la Texaco Montoya 1 ½ c. al Sur
Managua, Nicaragua
Fax / Tel : 505 266 84 05

Courrier électronique : cenidh@nicarao.apc.org

Formule d'appel : Señores / Madame, Monsieur,

Procureur général :

Dr. Julio Centeno Gómez
Procurador General de Justicia
Procuraduría General de Justicia
Frente a la Iglesia San Francisco
Managua, Nicaragua
Tel : 505 2 668 554 -9 / 668 900 / 668 444 -51
Fax : 505 2 668 556

Formule d'appel : Sr. Procurador, / Monsieur le Procureur général,

Journaux :

Diario La Tribuna

Rotonda El Güegüence
Detrás del Banco Mercantil
Managua, Nicaragua
Fax : 505 266 9282

Courrier électronique : tribuna@la tribuna.com.ni

El Nuevo Diario

Kilómetro 4, Carretera Norte
Apartado 4591
Managua, Nicaragua
Fax : 505 240 7000

Courrier électronique : ndiario@elnuevodiario.com.ni

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Nicaragua dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 10 mai 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

a version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -